

Bilan des 20 ans du Forum sur la gouvernance de l'Internet

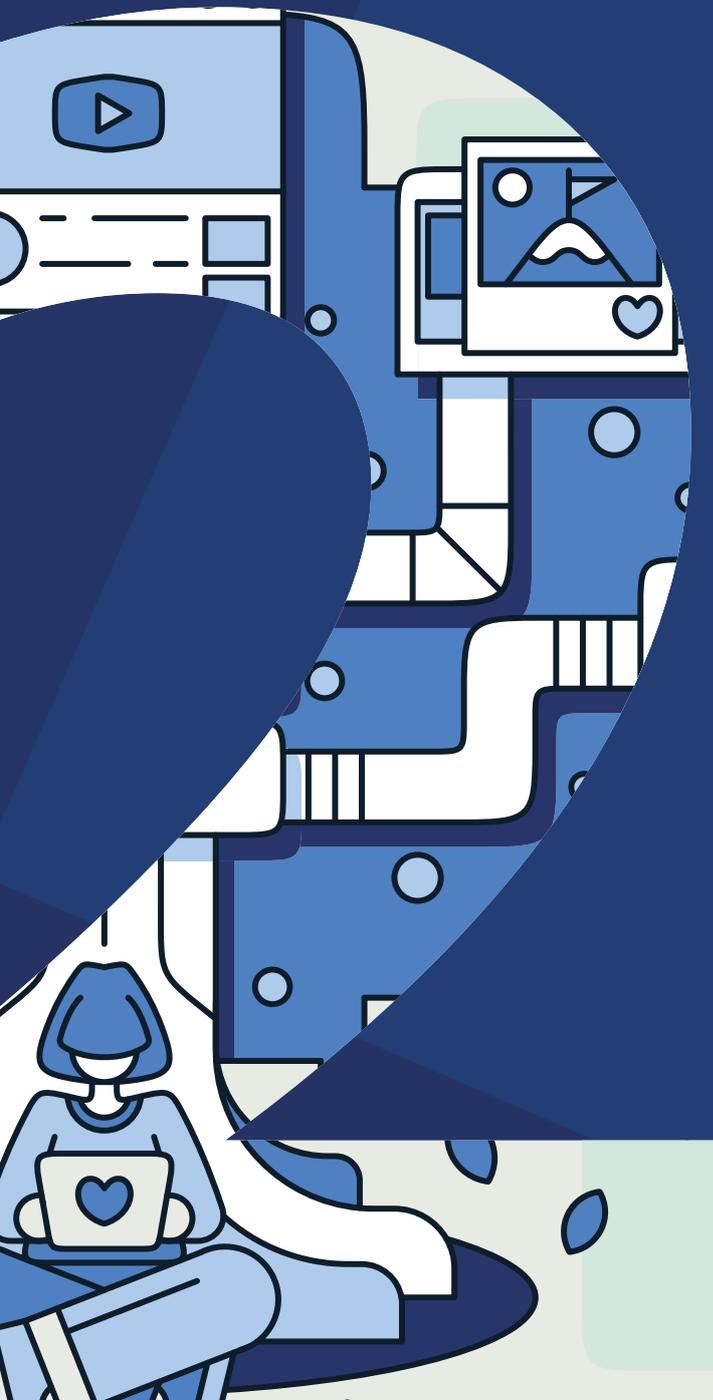


Table des matières

Introduction	3
Une connectivité significative	4
Les réseaux communautaires au service d'une connectivité significative	4
Le déploiement de points d'échange Internet pour favoriser une connectivité significative	5
Le rôle des noms de domaine internationalisés dans une connectivité significative	6
Sécurité et confiance	7
L'importance des normes pour la sécurisation du routage mutuellement agréées (MANRS) pour la sécurité	7
Résoudre les vulnérabilités de sécurité du DNS avec DNSSEC.....	8
Le rôle du cryptage dans la sécurité et la confiance sur Internet	9
Dispositifs de gouvernance	10
L'évolution des dispositifs de gouvernance de l'ICANN	10
Comment les initiatives nationales et régionales (NRI) du FGI influencent les dispositifs de gouvernance.....	11
L'impact du volet parlementaire du FGI sur les dispositifs de gouvernance	12
Renforcement des capacités, mobilisation des parties prenantes et représentation	13
Faire entendre la voix des jeunes dans la gouvernance de l'Internet	13
Former la prochaine génération de leaders de l'Internet grâce aux écoles de gouvernance de l'Internet.....	14
Relever les défis d'accessibilité et de handicap pour garantir une participation significative des parties prenantes	15

Introduction



Depuis deux décennies, le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) constitue la principale plateforme mondiale de dialogue multipartite sur les questions de gouvernance de l'Internet. Convenu lors des négociations finales du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) des Nations Unies en 2005, et approuvé par les États membres de l'ONU, le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) a été créé non pas pour négocier ou réguler, mais pour rassembler. Il permet des discussions ouvertes, inclusives et éclairées qui influencent la manière dont la politique Internet mondiale est conçue et mise en œuvre.

Ce rapport conjoint de l'Internet Society (ISOC) et de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) montre comment les discussions au sein du FGI ont eu des effets concrets. Des initiatives de connectivité communautaire et des points d'échange Internet locaux (IXP) aux améliorations de la sécurité du routage et à l'adoption plus large des noms de domaine multilingues, le réseau du FGI a aidé les parties prenantes à transformer les discussions en progrès tangibles.

La force du FGI réside dans sa structure. Ce qui a commencé comme une réunion mondiale unique est devenu un écosystème actif toute l'année, soutenu par plus de 180 FGI nationaux et régionaux, ainsi que par un nombre croissant de travaux intersessions. Cette croissance a été portée par les besoins des participants — gouvernements, experts techniques, société civile, entreprises et universités — qui apprécient cet espace conçu pour favoriser une coopération neutre et mondialement accessible.

Alors que les enjeux du numérique deviennent de plus en plus complexes, le FGI demeure un lieu unique pour rapprocher les points de vue. Ce rapport apporte des preuves actuelles que le modèle multipartite n'est pas seulement viable, mais aussi indispensable. Au cours des vingt dernières années, le FGI n'a pas seulement réuni les parties prenantes ; il a aussi contribué à façonner les cadres de gouvernance, la coordination des normes techniques, et l'infrastructure de confiance qui soutiennent l'Internet d'aujourd'hui.

Le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) est la principale plateforme multipartite de discussion des questions de gouvernance de l'Internet au sein du système des Nations Unies (ONU). Issue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), cette initiative reconnaît l'importance de la participation multipartite aux discussions sur les politiques Internet. Au fil des ans, les thèmes et sujets abordés par le FGI ont façonné les dialogues nationaux, régionaux et mondiaux, et ont contribué à la mise en œuvre des lignes d'action du SMSI.

Le FGI a été conçu délibérément pour favoriser le dialogue, la collaboration et le partage des connaissances, ce qui a permis d'éclairer les environnements traditionnels — qu'ils soient intergouvernementaux ou commerciaux — lorsque les négociations portent sur des politiques ou des questions complexes liées à la transition vers un écosystème numérique. En intégrant les points de vue de toutes les parties prenantes, le FGI sert d'incubateur pour des discussions, qu'elles soient anciennes ou émergentes, et reflète la diversité des caractéristiques du développement d'Internet à travers le monde. Cette approche est essentielle ; une gouvernance efficace de l'Internet repose sur la compréhension de ces différents points de vue pour éclairer les politiques et leur mise en œuvre.

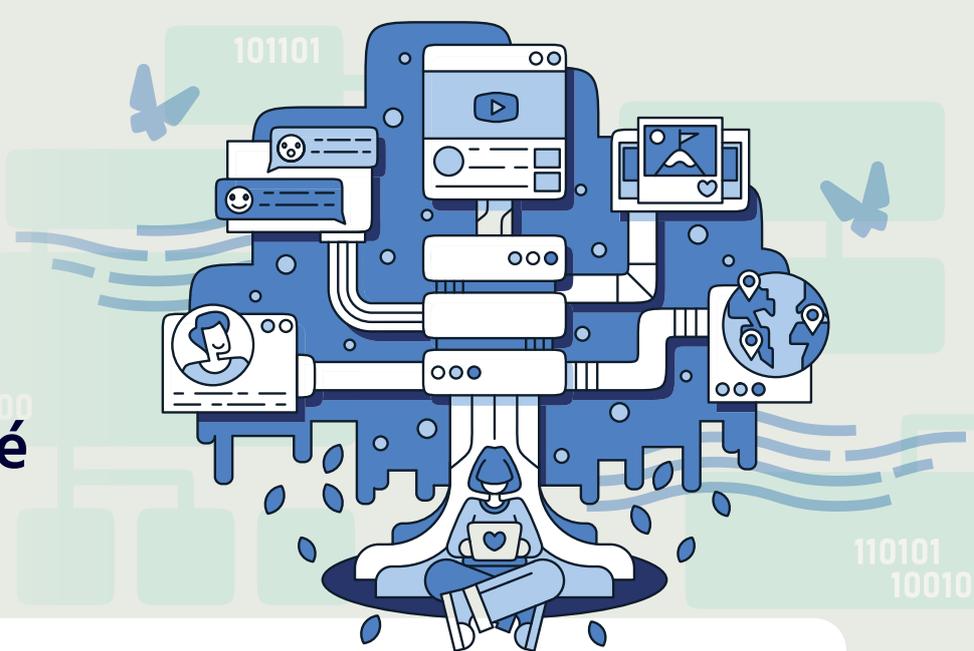
Depuis la première réunion du FGI à Athènes il y a 19 ans, l'événement annuel est devenu le pilier d'un réseau en pleine expansion, regroupant plus de 180 FGI nationaux et régionaux, ainsi que des activités intersessions menées tout au long de l'année, telles que des forums de bonnes pratiques, des réseaux politiques et des coalitions dynamiques. Cette expansion ascendante, portée par les parties prenantes, illustre la valeur du modèle au-delà d'une simple réunion annuelle.

Le réseau du FGI favorise un échange d'informations pertinent, une compréhension commune et des opportunités pour faire progresser des solutions. Cependant, la mise en œuvre de ces solutions a souvent lieu en dehors du FGI lui-même. Il est donc difficile de retracer les effets concrets du FGI, puisque la mise en œuvre se fait de manière décentralisée, à l'image de l'Internet qu'il soutient.

Toutefois, plusieurs exemples montrent comment le réseau du FGI a contribué, directement et indirectement, à des changements concrets sur le terrain.



Une connectivité significative



Les réseaux communautaires au service d'une connectivité significative

Problématique

La connectivité Internet est un lien vital sur les plans social, économique et politique. Pourtant, malgré les avancées technologiques et les améliorations des infrastructures, un tiers de la population mondiale n'a toujours pas accès à Internet. De nouveaux modèles, comme les solutions centrées sur la communauté où les gens collaborent pour créer et maintenir la connectivité, peuvent aider à combler cette lacune. Parmi ces solutions figurent notamment les réseaux communautaires.

Activités liées au FGI

Au niveau mondial, la Coalition dynamique sur la connectivité communautaire (DC3) a été créée. En 2016, elle a adopté la [Déclaration de Guadalajara sur la connectivité communautaire](#). Cette déclaration a défini les caractéristiques des réseaux communautaires et formulé des recommandations politiques pour les soutenir. La DC3 a également créé le manuel « [The Community Network Manual: How to Build the Internet Yourself](#) », publié en collaboration avec la Fundação Getulio Vargas (FGV), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Internet Society (ISOC). Les FGI nationaux et régionaux ont intégré des débats autour des réseaux communautaires ; un exemple marquant est le [réseau communautaire de](#)

[Murambinda](#), présenté lors du FGI du Zimbabwe en 2017 pour sensibiliser et renforcer les capacités.

Avancées/situation actuelle

Les échanges au sein du FGI et les initiatives de la DC3 ont contribué à l'expansion des réseaux communautaires qui connectent aujourd'hui des zones auparavant non desservies. Parmi les exemples figurent El Cuy en Patagonie, Argentine ; les montagnes de [Tusheti en Géorgie](#) ; le [premier réseau communautaire de l'Arctique, situé dans la communauté isolée d'Ulukhaktok au Canada](#) ; ainsi que le [réseau communautaire d'Everest, le plus haut du monde](#). Entre 2020 et 2024, l'ISOC a investi plus de 3,1 millions de dollars américains pour soutenir 85 réseaux communautaires, en collaboration avec des chapitres locaux et des partenaires tels que [l'Association pour le progrès des communications \(APC\)](#) afin de développer une connectivité centrée sur la communauté. Ces initiatives locales ont contribué à créer des environnements politiques et réglementaires favorables. Par exemple, l'organisme [brésilien de réglementation ANATEL](#) a approuvé le manuel de la DC3, le qualifiant de « modèle d'accès à Internet pouvant être adopté et étendu pour améliorer la connectivité au Brésil ». La Conférence mondiale de développement des télécommunications de

l'UIT (2022) a adopté la Résolution 37 sur la réduction des fractures numériques, qui fait référence aux réseaux d'accès complémentaires

et aux solutions associées, soutenant ainsi une connectivité centrée sur les communautés.



Le déploiement de points d'échange Internet pour favoriser une connectivité significative

Problématique

L'efficacité d'Internet en tant que réseau mondial de réseaux repose sur des chemins de transfert de données à haute performance. Cependant, en l'absence de points d'interconnexion locaux, les données parcourent souvent des distances inutiles, même entre des utilisateurs d'une même région. Cela oblige à dépendre de connexions éloignées ou de liaisons de transit international, ce qui augmente les coûts et dégrade la qualité du service en raison de la latence et de la baisse des débits. Les points d'échange Internet (IXP) offrent une solution essentielle à cette inefficacité : ce sont des infrastructures physiques où différents acteurs d'Internet (fournisseurs d'accès, hébergeurs de contenus, entreprises, etc.) peuvent se connecter directement entre eux, au niveau local. En permettant cet échange direct, les IXP maintiennent le trafic localement, réduisant fortement la dépendance aux routes internationales coûteuses et améliorant considérablement les performances ; cela renforce la qualité globale du service tout en réduisant les coûts à l'échelle mondiale. Cette démarche joue un rôle clé dans le développement d'infrastructures Internet solides, résilientes et abordables dans les pays les moins bien desservis.

Activités liées au FGI

Des discussions sur les avantages, la nécessité et les modalités de développement des points d'échange Internet (IXP) ont eu lieu au sein du réseau du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), notamment lors des forums annuels ainsi que dans diverses réunions

d'initiatives nationales et régionales (NRI). Ces discussions ont permis d'élaborer des recommandations, de partager des savoirs et de créer des partenariats qui ont favorisé le développement des points d'échange Internet (IXP). Parmi les exemples, on peut citer une session sur les bonnes pratiques lors du FGI 2007 à Rio, consacré à [l'échange de trafic Internet dans les marchés moins développés et au rôle des points d'échange Internet](#), ainsi que le partage d'informations par l'ISOC sur [le rôle des IXP dans la réduction de la fracture numérique](#) lors du Forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique de l'Ouest en 2016.

Avancées/situation actuelle

Depuis le lancement du réseau du FGI, le nombre de points d'échange Internet (IXP) n'a cessé de croître. [Le bilan de l'ISOC en 2020](#) a montré que le nombre de points d'échange Internet (IXP) en Afrique est passé de 19 à 46 en l'espace de dix ans. En 2021, plus de la moitié des pays africains disposaient d'au moins un point d'échange Internet (IXP), et six pays en comptaient plusieurs. Cette croissance et ce développement ont considérablement amélioré l'échange de trafic local tout en réduisant les coûts d'interconnexion. Une [étude de l'ISOC en 2012](#) a montré comment les points d'échange Internet (IXP) ont permis au Kenya et au Nigéria d'économiser des millions de dollars en coûts télécom, tout en accélérant l'échange de données local et en favorisant le développement de contenus et services hébergés localement. Par exemple, le Kenya Internet Exchange Point (KIXP) a réduit la latence du trafic local de 200–600 ms à une moyenne de 2–10 ms, permettant aux fournisseurs d'accès locaux d'économiser près

de 1,5 million de dollars par an sur les frais de connectivité internationale. Le point d'échange Internet du Nigéria (IXPN) a enregistré une

réduction similaire de la latence tout en réduisant les coûts de près d'un million de dollars par an.



Le rôle des noms de domaine internationalisés dans une connectivité significative

Problématique

Une connectivité significative se traduit par des internautes accédant à des applications et services via des adresses Internet dans leur propre langue. Cependant, les premières normes Internet ont été conçues pour soutenir les caractères ASCII, ce qui a entraîné une domination des noms de domaine en langue anglaise. Pour combler cette lacune, des normes pour les noms de domaine internationalisés (IDN) ont été créées par l'Internet Engineering Task Force (IETF) en 2003, puis mises à jour en 2008. Cependant, l'adoption des noms de domaine internationalisés (IDN) et de l'acceptation universelle (UA) a rencontré des difficultés persistantes ; de nombreuses applications logicielles n'ont pas été mises à jour pour prendre en charge l'ensemble des nouveaux noms de domaine multilingues ni les adresses e-mail associées.

Activités liées au FGI

La Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN) et d'autres ont organisé plusieurs sessions de travail sur les noms de domaine internationalisés (IDN) et l'importance de l'acceptation universelle (UA) lors de divers Forums sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) au fil des ans, contribuant ainsi à sensibiliser sur leur rôle dans l'élargissement des opportunités numériques à l'échelle mondiale et à encourager la collaboration pour combler les lacunes d'adoption. En 2007, l'ICANN a collaboré à une session de FGI axée sur les efforts mondiaux visant à établir des normes universelles pour construire un cyberspace multilingue. La Coalition dynamique sur les questions liées au système de noms de domaine

(DC-DNSI) a tenu sa première réunion lors du FGI 2018 en France, avec un focus initial sur l'acceptation universelle (UA) ; des discussions de suivi ont eu lieu lors du FGI 2019 en Allemagne. Ces discussions se sont poursuivies lors des FGI 2020, 2021, 2022, 2023 et FGI 2024, mettant l'accent sur le rôle de toutes les parties prenantes concernées et les stratégies pour promouvoir l'acceptation universelle.

Avancées/situation actuelle

Aujourd'hui, le déploiement des noms de domaine internationalisés (IDN) continue de progresser. Il existe 151 domaines de premier niveau IDN parmi les domaines génériques (gTLD) et les domaines nationaux (ccTLD). Au deuxième niveau, on compte près de 4,4 millions d'enregistrements IDN, dont la majorité se trouve sous les .pф (769K), .de (648K), .cn (537K), .中国 (164K) et .jp (85K). Sur ce total, 1,475 million de noms de domaine IDN sont enregistrés sous des gTLD. Pour faire progresser l'adoption, l'ICANN a établi des partenariats avec des communautés linguistiques, des organisations intergouvernementales telles que l'UIT, des instances techniques et des institutions universitaires. Depuis 2023, l'ICANN coordonne chaque année la Journée de l'acceptation universelle (UA Day) autour du 28 mars ; cette initiative mobilise les communautés mondiales, régionales et locales à travers des formations, l'élaboration de programmes éducatifs et des événements axés sur l'adoption. En 2025, l'ICANN soutient plus de 50 événements UA Day à travers le monde. Ensemble, le déploiement des IDN et les efforts en matière d'acceptation universelle permettent aux utilisateurs d'accéder à des sites et services dans leur propre langue, rendant Internet plus facile à comprendre, à utiliser et à partager.



Sécurité et confiance



L'importance des normes pour la sécurisation du routage mutuellement agréées (MANRS) pour la sécurité

Problématique

La capacité d'Internet à nous connecter et à fournir des services essentiels repose entièrement sur la fiabilité de l'acheminement des données depuis leur source jusqu'à leur destination. Ce trajet n'est pas une ligne unique et fixe : les données empruntent des « routes » dynamiques à travers un vaste réseau de systèmes interconnectés. Cependant, la manière dont ces routes sont annoncées et partagées sur le réseau mondial présente certaines failles intrinsèques, pouvant être exploitées, que ce soit de manière malveillante ou à cause de mauvaises configurations accidentelles. De telles attaques peuvent perturber les communications, détourner le trafic ou même paralyser des infrastructures critiques — des réseaux financiers aux services d'urgence — qui dépendent d'un routage stable et sécurisé. Pour répondre à ces risques, l'ISOC a lancé l'initiative MANRS (Normes pour la sécurisation du routage mutuellement agréées) : un ensemble de bonnes pratiques partagées visant à renforcer la résilience et la sécurité du système de routage mondial. L'adoption de ces bonnes pratiques est essentielle pour les opérateurs et organisations qui acheminent les données sur Internet, contribuant ainsi à garantir un Internet plus sûr et plus fiable pour tout le monde.

Activités liées au FGI

L'importance de la sécurité du routage et la nécessité d'une action collective ont été abordées lors de nombreuses sessions de FGI au fil des ans. Initialement abordée dans le cadre plus large de la cybersécurité, la sécurité du routage — et plus particulièrement l'initiative MANRS — fait depuis peu l'objet d'ateliers dédiés. En 2019, l'initiative MANRS a été mentionnée dans le rapport final du [Forum des bonnes pratiques du FGI sur les accords en cybersécurité](#). Des discussions ont également eu lieu au sein des initiatives nationales et régionales. Par exemple, lors du [Forum régional Asie-Pacifique du FGI \(APriGF\) en 2021](#), une session intitulée « MANRS pour les décideurs politiques » a été organisée pour sensibiliser et favoriser l'alignement avec les normes mondiales de sécurité du routage.

Avancées/situation actuelle

L'initiative MANRS est née de la collaboration de neuf opérateurs réseau qui ont identifié la nécessité d'améliorer le routage sur Internet. En l'espace d'une décennie, elle est devenue une communauté de plus de 1 000 participants, comprenant des opérateurs réseau, des points d'échange Internet (IXP), des réseaux de

diffusion de contenu (CDN), des fournisseurs de cloud et des fabricants d'équipements. Tous se sont engagés à adopter les actions MANRS pour réduire les menaces liées au routage. Pour accompagner la mise en œuvre, l'initiative MANRS propose des outils de conformité et de mesure, comme l'Observatoire MANRS ; elle développe également les compétences

via des tutoriels, des cours et des ateliers, tout en encourageant la formation, la recherche et l'engagement politique. Le réseau du FGI a largement contribué à sensibiliser et à favoriser la collaboration, aidant ainsi à étendre la portée de MANRS et, par conséquent, à améliorer la sécurité et la fiabilité du système mondial de routage.



Résoudre les vulnérabilités de sécurité du DNS avec DNSSEC

Problématique

Le bon fonctionnement d'Internet dépend du système de noms de domaine (DNS). Le DNS traduit les noms de domaine faciles à retenir par les humains, comme `icann.org`, en adresses IP numériques comme `192.0.43.7` et `2001:500:88:200::7`, dans un processus appelé « résolution de noms ». Presque toutes les actions qui commencent par un nom de domaine — qu'il s'agisse de consulter une page Web, d'envoyer un e-mail, d'accéder à une application ou de récupérer une photo sur les réseaux sociaux — dépendent du DNS. Cependant, le DNS a été conçu dans les années 1980, à une époque où Internet était bien plus restreint et où la sécurité n'était pas une priorité. Pour renforcer son intégrité, l'Internet Engineering Task Force (IETF) — le principal organisme ouvert de normalisation pour l'ingénierie de l'Internet — a mis au point les extensions de sécurité du système de noms de domaine (DNSSEC), qui aident à prévenir les réponses DNS falsifiées ou manipulées. Bien qu'il s'agisse d'une avancée essentielle, un déploiement plus large de DNSSEC à travers l'écosystème Internet est nécessaire pour garantir une résolution des noms de domaine fiable.

Activités liées au FGI

L'ICANN et d'autres organisations organisent depuis de nombreuses années des sessions de FGI pour sensibiliser le public au DNSSEC et à

d'autres normes liées à la sécurité. Ces sessions ont mis en évidence la manière dont l'adoption de normes améliore la sécurité et la résilience de l'Internet. En 2020, le FGI a créé la Coalition dynamique sur les normes, la sécurité et la sûreté d'Internet dans le but de promouvoir le déploiement de normes clés de sûreté et de sécurité, notamment DNSSEC. En 2024, la Coalition a publié un [rapport](#) destiné aux hauts dirigeants des organisations, expliquant pourquoi les normes liées à la sécurité comme DNSSEC sont essentielles ; non seulement pour l'atténuation des risques internes, mais aussi pour une confiance sociétale plus large. Le rapport a également abordé la sécurité du routage, en faisant référence à l'importance d'une mise en œuvre coordonnée de normes telles que celles promues par le biais des MANRS.

Impact/résultat

L'ICANN continue de soutenir le déploiement de DNSSEC en collaborant directement avec les opérateurs DNS du monde entier, notamment lors des réunions liées au FGI et des sessions de renforcement des capacités. Elle est également à l'origine de [KINDNS](#), une initiative mondiale visant à promouvoir les meilleures pratiques opérationnelles DNS de base et concrètes auprès des opérateurs DNS de toutes tailles. Ces pratiques sont conçues pour être simples à mettre en œuvre tout en ayant un impact sur l'amélioration de la fiabilité et de la sécurité du

DNS. En avril 2025, 93,01 % des domaines de premier niveau (TLD) étaient protégés par une signature DNSSEC, dont 65,73 % des domaines

nationaux (ccTLD). Ces progrès démontrent une évolution constante vers un système de dénomination mondial plus sûr et plus fiable.



Le rôle du cryptage dans la sécurité et la confiance sur Internet

Problématique

Des milliards de personnes dans le monde dépendent d'Internet pour d'innombrables activités quotidiennes : envoyer des messages, effectuer des opérations bancaires, effectuer le contrôle du trafic aérien, accéder à des données médicales, faire des achats et même voter en ligne. Dans tous ces cas, les utilisateurs doivent avoir confiance que leurs informations privées sont sécurisées et protégées contre tout accès non autorisé. Le cryptage est une technologie fondamentale qui permet d'établir cette confiance. Il protège la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et est essentiel à la sécurité individuelle et à la sécurité nationale. Cependant, certaines politiques visant à réduire les méfaits en ligne peuvent, de manière involontaire, affaiblir le cryptage ; dans ce cas, cela accroît les risques pour tous les internautes et compromet les systèmes mêmes qu'elles sont censées protéger. Il est essentiel de garantir que le cryptage fort soit compris, préservé et déployé pour un avenir numérique sûr.

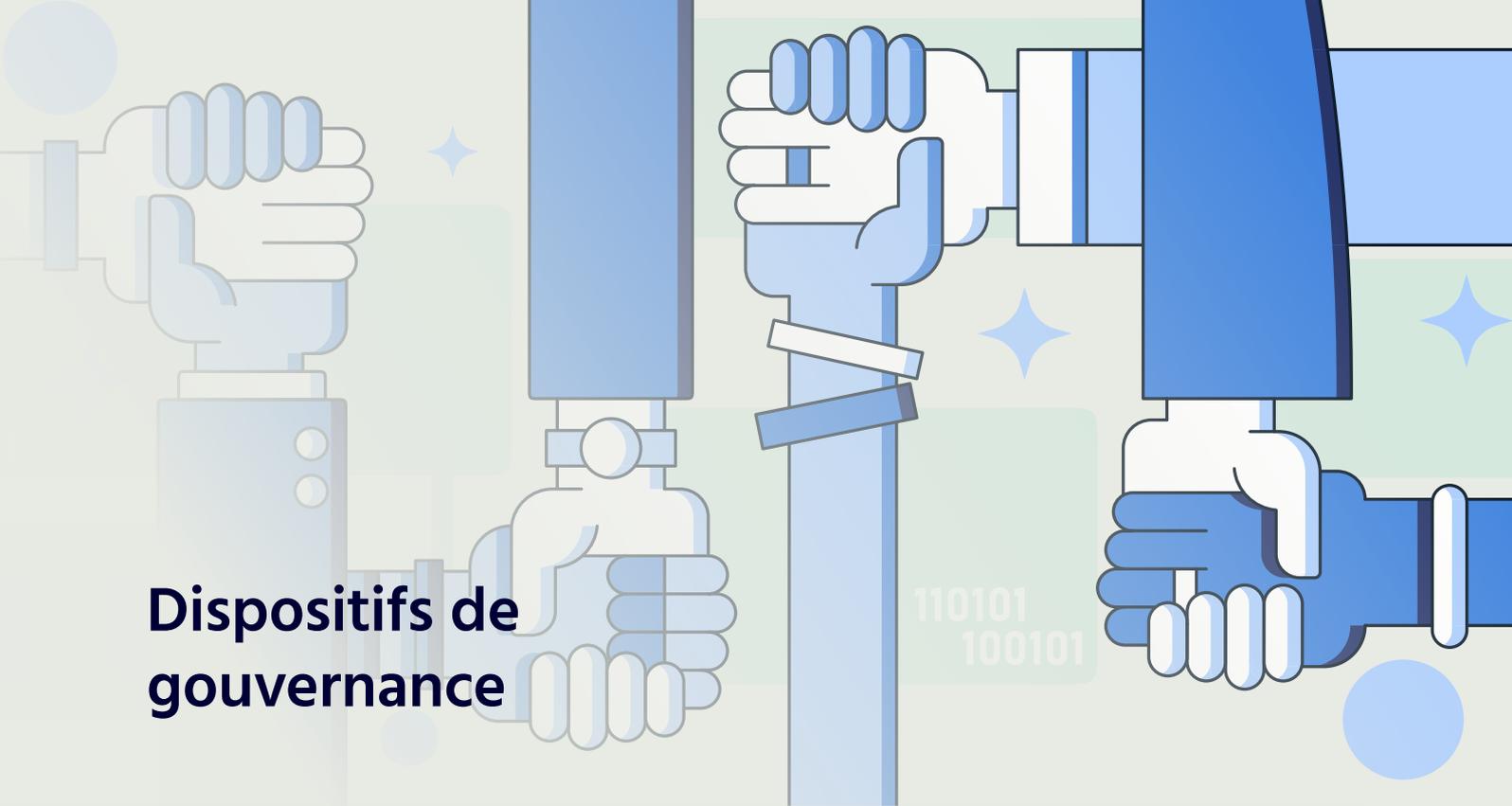
Activités liées au FGI

Le cryptage a été un thème récurrent lors des sessions du FGI, abordé dans des discussions sur la sécurité, la sûreté, les forces de l'ordre et la protection de l'enfance. La Global Encryption Coalition (créée par l'ISOC en collaboration avec des partenaires) a dirigé plusieurs sessions de FGI sur le sujet, dont un atelier du Jour 0 du FGI 2020 et un Forum ouvert en 2022. Lors du FGI 2023, la Coalition a publié la [Déclaration de Kyoto sur le cryptage de bout en bout](#). En outre, le [Forum des bonnes pratiques du FGI sur](#)

la cybersécurité a mis en évidence la manière dont les tentatives visant à affaiblir le cryptage réduisent en fin de compte la sécurité de la société dans son ensemble.

Avancées/situation actuelle

Le réseau du FGI a joué un rôle clé dans la sensibilisation au rôle du cryptage pour un Internet sûr et digne de confiance. Par le biais de sessions, de forums ouverts et d'initiatives menées par des coalitions, le FGI a soutenu un dialogue à grande échelle qui contribue à dissiper les mythes, à clarifier les idées reçues et à souligner l'importance mondiale du cryptage de bout en bout. Ces efforts ont éclairé les décideurs politiques, la société civile et les experts techniques. En encourageant ces discussions, le FGI a renforcé le message selon lequel le cryptage est une composante essentielle — et indissociable — de la sécurité, de la sûreté et de la préservation de la confiance dans Internet.



Dispositifs de gouvernance



L'évolution des dispositifs de gouvernance de l'ICANN

Problématique

La création de l'ICANN a précédé le SMSI et la mise en place du premier FGI. En tant que premier exemple de prise de décision multipartite avec une mission et un mandat, clairement définis, les responsabilités techniques de coordination et le modèle de gouvernance de l'ICANN sont devenus l'un des sujets centraux des débats du SMSI.

Ces discussions se sont poursuivies au cours des premières années du FGI, reflétant des questions plus larges sur la gouvernance mondiale de l'Internet et la légitimité institutionnelle.

Discussions liées au FGI

Au cours de ses premières années, le FGI a organisé de nombreuses sessions explorant l'évolution de la structure de l'ICANN, ses relations avec les gouvernements et sa gestion des identifiants Internet uniques. Ces sessions ont porté sur des sujets tels que

l'adressage IP, le système de noms de domaine (DNS) et la gestion des domaines de premier niveau nationaux (ccTLD). Parmi les sessions pertinentes figuraient « Cadres de gouvernance pour les ressources Internet critiques » (FGI 2007, Rio), « L'avenir de l'ICANN : après le JPA, quelle suite ? » (FGI 2008, Hyderabad) et quatre sessions principales consécutives intitulées « Gestion des ressources Internet critiques » à partir du FGI 2009 (Sharm El Sheikh). Lors du FGI 2015 à João Pessoa, la session « Transition des fonctions IANA : une nouvelle ère dans la gouvernance de l'Internet ? » a reflété l'élan vers une plus grande indépendance de l'ICANN.

Avancées/situation actuelle

Le cadre de gouvernance de l'ICANN a depuis évolué et gagné en maturité. En 2009, son protocole d'accord avec le gouvernement américain a été remplacé par l'**Affirmation d'engagements**, qui soulignait le rôle de l'ICANN en tant qu'organisation d'intérêt public à but non lucratif agissant dans l'intérêt public mondial. L'Affirmation a également introduit des mécanismes d'examen communautaires

et étendu la surveillance au-delà du gouvernement américain. Entre 2014 et 2016, le [processus de transition de la gestion de l'IANA](#) a encore modifié la gouvernance de l'ICANN. Il a transféré la supervision des identifiants uniques d'Internet du gouvernement américain

à la communauté mondiale multipartite. Cette transition a également introduit des mécanismes de responsabilisation plus solides et a conduit à la fin de l’Affirmation d’engagements en 2017.



Comment les initiatives nationales et régionales (NRI) du FGI influencent les dispositifs de gouvernance

Problématique

L'élaboration et la mise en œuvre de dispositifs de gouvernance mondiale nécessitent une action aux niveaux national et régional ; il n'existe pas d'approche universelle. Les mécanismes ascendants sont essentiels pour refléter les contextes juridiques, politiques et culturels de chaque environnement. Porté par les parties prenantes locales, le réseau du FGI compte aujourd'hui plus de [180 forums nationaux et régionaux sur la gouvernance de l'Internet \(NRI\)](#). Ces initiatives stimulent le modèle multipartite au niveau local. Ce sont des espaces où les parties prenantes peuvent explorer des sujets propres aux niveaux régional et national, et où le changement peut s'opérer localement. Il convient de noter que certains NRI ont produit des résultats politiques significatifs en impliquant un large éventail de parties prenantes locales par le biais de processus multipartites. L'un des exemples les plus marquants est le Forum sur la gouvernance de l'Internet des Caraïbes (CIGF).

Activités liées au FGI

Organisé par l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU) et le Secrétariat de la CARICOM en 2005, le CIGF s'est tenu avant même le premier Forum mondial sur la gouvernance de l'Internet. Depuis, il est organisé chaque année par la CTU, avec pour objectif d'étudier et de formuler des recommandations sur un large éventail de questions, notamment l'infrastructure

technique, la régulation des contenus, la cybersécurité, la confidentialité et les politiques liées à l'Internet. Le CIGF a été le premier forum régional de ce type et continue d'évoluer au rythme d'Internet. Il est officiellement reconnu comme un FGI NRI.

Avancées/situation actuelle

L'une des principales réalisations du CIGF est la mise [en place du Cadre politique de gouvernance de l'Internet dans les Caraïbes](#). Élaboré en 2009 par les parties prenantes régionales, le cadre définit les questions prioritaires, les recommandations clés et les groupes d'acteurs responsables de la mise en œuvre. Il a été mis à jour régulièrement en fonction des résultats des sessions du CIGF et des échanges intersessions. Les approches développées par le CIGF ont soutenu le renforcement des capacités, encouragé l'échange de bonnes pratiques et contribué à la croissance des infrastructures régionales, en particulier à la prolifération des points d'échange Internet (IXP). Le Forum a également soutenu la création d'un FGI national et a favorisé des liens solides avec d'autres NRI, tels que le LACIGF et le FGI du Royaume-Uni.



L'impact du volet parlementaire du FGI sur les dispositifs de gouvernance

Problématique

Les parlements nationaux sont des acteurs clés de la gouvernance de l'Internet au niveau local. Ils établissent souvent les cadres juridiques qui déterminent la manière dont les questions liées à Internet sont réglementées dans leurs pays respectifs. La nature mondiale d'Internet signifie que les règles nationales peuvent avoir des conséquences imprévues au-delà d'une seule juridiction. Ces conflits politiques transfrontaliers potentiels sont souvent négligés ou insuffisamment traités. L'implication des parlementaires dans les processus du FGI met en lumière ces implications transnationales, tout en contribuant à renforcer les capacités législatives et la compréhension entre les parties prenantes.

Activités liées au FGI

Dans le cadre des efforts continus visant à faire évoluer le FGI, une proposition a été avancée pour créer un espace dédié aux parlementaires nationaux, un groupe qui n'était pas initialement mis en avant dans le processus du SMSI. Des tables rondes parlementaires ont été organisées lors des réunions annuelles du FGI de 2019 à 2022. En 2023, cette initiative a évolué vers un volet parlementaire formel, comprenant une série d'échanges structurés en amont et pendant la réunion annuelle. En 2024, l'approche avait été adoptée par plusieurs NRI, notamment le [FGI Afrique](#) y el [FGI Afrique de l'Ouest](#).

Avancées/situation actuelle

En plus de renforcer les capacités et de sensibiliser à la manière dont les réglementations nationales affectent l'Internet mondial, les parlementaires ont commencé à s'engager dans une coopération interrégionale. En 2021, ils ont adopté une déclaration intitulée « [Approches législatives en matière d'espace numérique centré sur l'utilisateur](#) ». D'autres déclarations ont suivi : en 2023, « [Façonner la confiance numérique pour l'Internet que nous voulons](#) » ; et en 2024 « [Construire un avenir numérique multipartite](#) ». Ces déclarations reflètent le rôle croissant des parlementaires dans les dialogues mondiaux sur la gouvernance de l'Internet.

Renforcement des capacités, mobilisation des parties prenantes et représentation



Faire entendre la voix des jeunes dans la gouvernance de l'Internet

Problématique

Une gouvernance efficace de l'Internet requiert la participation de tous les segments de la société, y compris les jeunes. Bien que les jeunes représentent la tranche d'âge la plus connectée en ligne, les premières discussions sur la gouvernance de l'Internet ne prévoyaient pas d'espace pour faire entendre leurs voix. Selon les données de l'UIT 2024, près de 80 % des 15-24 ans utilisent Internet. Leurs points de vue sont essentiels aux débats actuels ainsi qu'à la prochaine génération de dirigeants de la gouvernance de l'Internet.

Activités liées au FGI

Les initiatives axées sur les jeunes au sein du réseau du FGI ont commencé à émerger en 2011. Depuis lors, plus de 50 initiatives jeunesse ont été officiellement reconnues. Il s'agit notamment des FGI Jeunesse indépendants ainsi que des volets dédiés à l'engagement des jeunes au sein des forums nationaux et régionaux (NRI). Ils visent à impliquer de manière significative les jeunes dans les discussions sur la gouvernance de l'Internet et à compléter les efforts plus larges

de la communauté du FGI en faveur d'une participation intergénérationnelle. Le soutien comprend des programmes de formation et des possibilités de financement pour assister aux réunions du FGI.

Avancées/situation actuelle

Les FGI Jeunesse ont joué un rôle important dans le renforcement des capacités locales et dans la formation de la prochaine génération de leaders de l'Internet. Ils contribuent activement à la gouvernance de l'Internet et aux processus d'élaboration des politiques, dont beaucoup s'étendent au-delà du FGI et des NRI. Par exemple, le Forum des jeunes sur la gouvernance de l'Internet en Allemagne participe régulièrement aux consultations ouvertes de l'UIT sur Internet. Les jeunes ont partagé leurs points de vue sur le rôle des politiques publiques dans la promotion du multilinguisme de l'Internet. Les jeunes ont partagé leurs points de vue sur le rôle des politiques publiques dans la promotion du multilinguisme de l'Internet et sur les aspects de développement nécessaires pour renforcer l'Internet. En décembre 2020, les FGI Jeunesse ont organisé une série de débats mondiaux

(Youth Battles), et les résultats ont été discutés lors des Forums ouverts du FGI en 2021 et 2022. Ces efforts ont abouti à [la soumission du FGI Jeunesse au Pacte numérique mondial](#),

témoignant du rôle croissant des jeunes dans les processus formels de gouvernance de l'Internet.



Former la prochaine génération de leaders de l'Internet grâce aux écoles de gouvernance de l'Internet

Problématique

Le Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet, créé dans le cadre du processus initial du SMSI, a identifié dans son [rapport de 2005](#) que le renforcement des capacités constituait une lacune majeure pour garantir la participation effective de toutes les parties prenantes aux décisions relatives à la gouvernance de l'Internet. Pour remédier à ce problème, la première École d'été sur la gouvernance de l'Internet, [l'École européenne sur la gouvernance de l'Internet \(EuroSSIG\)](#), a été lancée en 2007 à Meissen, en Allemagne. Depuis lors, plus de 40 écoles sur la gouvernance de l'Internet (SIG) ont été créées à l'échelle mondiale, chacune adaptant son programme aux besoins et aux contextes locaux.

Activités liées au FGI

En 2017, le FGI a lancé la [Coalition dynamique sur les écoles de gouvernance de l'Internet \(DC-SIG\)](#). La Coalition rassemble des représentants de différents SIG pour partager leurs expériences et renforcer la conception pédagogique. Bien que chaque école fonctionne de manière indépendante, la DC-SIG

est une plateforme dédiée permettant aux écoles de se réunir. Elle les a aidées à échanger des modèles, des critères d'admission et d'autres caractéristiques du programme. Au cours de ses travaux ces dernières années, la DC-SIG a élaboré une [taxonomie](#) des écoles sur la gouvernance de l'Internet, comprenant des informations sur leurs axes d'intérêt et sujets abordés, leurs modèles de financement, leurs critères d'admission, ainsi que d'autres éléments caractéristiques. La DC-SIG produit un rapport annuel et organise généralement une session lors du FGI mondial. Elle assure également le suivi des [SIG](#) dans le monde entier et soutient la coordination continue entre les organisateurs, les professeurs et les anciens élèves.

Avancées/situation actuelle

La DC-SIG est devenue une plateforme clé pour le partage des connaissances et le renforcement des capacités. Elle offre un espace où les SIG peuvent collaborer pour échanger leurs expériences, leurs programmes et leurs pratiques pédagogiques. Elle a également contribué à créer un réseau pour les enseignants et les anciens élèves, tout en offrant une vue d'ensemble des écoles aux futurs boursiers.



Relever les défis d'accessibilité et de handicap pour garantir une participation significative des parties prenantes

Problématique

Environ 16 % de la population mondiale — soit près de 1,3 milliard de personnes — vivent avec un handicap important, [un chiffre en hausse en raison du vieillissement de la population et de l'augmentation des maladies non transmissibles](#). Selon l'ONU, ce groupe représente la plus grande minorité au monde et les difficultés liées à leur handicap affectent tous les aspects de leur vie, y compris leurs expériences en ligne. Beaucoup rencontrent des obstacles pour accéder à Internet et aux services numériques, ainsi que d'importantes difficultés à participer aux discussions et aux processus politiques liés à la gouvernance de l'Internet.

Activités liées au FGI

La Coalition dynamique sur l'accessibilité et le handicap (DCAD) a été créée lors du deuxième FGI mondial à Rio en 2007 pour garantir que les questions d'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication (TIC) soient abordées dans les discussions sur la gouvernance de l'Internet. Au fil des ans, la DCAD s'est efforcée de rendre les discussions sur la gouvernance de l'Internet accessibles aux personnes vivant avec un handicap, dans des espaces de réunion physiques et à distance. Elle a élaboré les [Lignes directrices pour](#)

[l'accessibilité du FGI](#), qui visent à améliorer l'accessibilité des réunions, à éliminer les obstacles et à promouvoir une participation équitable. En 2023, la DCAD a également lancé [un programme de subventions de soutien aux participants](#) pour soutenir la participation des personnes vivant avec un handicap et des défenseurs des droits des personnes en situation de handicap au FGI mondial.

Avancées/situation actuelle

Le plaidoyer de la DCAD a contribué à des améliorations concrètes dans la manière dont les réunions du FGI prennent en compte les besoins des personnes en situation de handicap. Par exemple, l'interprétation en langue des signes internationale est désormais assurée lors des sessions principales et des plénières du FGI. Bien que ces efforts soutiennent la participation aux réunions du FGI, l'impact de la DCAD s'étend au-delà de la logistique de l'événement. La Coalition sensibilise également, promeut les normes techniques et les outils qui réduisent les obstacles à l'accessibilité, tels que les [normes d'accessibilité du W3C](#), et apporte sa contribution aux processus internationaux, notamment au GDC.

Les exemples fournis ne représentent que quelques-unes des innombrables façons dont les parties prenantes ont utilisé le réseau du FGI pour contribuer à façonner l'Internet souhaité. Chaque personne qui participe au FGI, que ce soit pour la première ou la vingtième fois, a ses propres récits sur la manière dont un atelier, une conversation informelle dans un couloir ou une nouvelle rencontre a influencé sa réflexion ou ses actions. Nous vous invitons à réfléchir à vos propres traces sur le FGI.



L'Internet Society est une organisation caritative américaine de type 501(c)(3) (EIN 54-1650477), classée 4 étoiles depuis plusieurs années par Charity Navigator.

Copyright © 2025 Internet Society